

HAKIM
EL KAROUI

La lutte des âges

Comment les retraités
ont pris le pouvoir



« Redonnons
le pouvoir et l'espoir
à la jeunesse. »

Champs actuel

HAKIM EL KAROUI

La lutte des âges

Ce livre est un cri d'alarme.

La crise que nous traversons n'est pas d'abord une crise financière. Elle est la manifestation d'un phénomène démographique inédit dans l'histoire de l'humanité : pour la première fois, les seniors – et plus particulièrement les retraités – ont pris le pouvoir, démocratique et économique, aux dépens des générations montantes.

Cette crise touche le monde entier. Elle n'oppose pas le Nord au Sud, les travailleurs aux paresseux, les hommes aux femmes. Elle oppose à l'intérieur d'un même pays les plus âgés aux plus jeunes, en une lutte des âges d'autant plus féroce qu'elle est silencieuse.

Il est temps de faire de ce sujet un débat de société. Comment favoriser le transfert de pouvoir entre les générations ? Comment revenir à plus de justice et de solidarité ? Ce ne sont pas les solutions qui manquent. Encore faut-il avoir le courage de les mettre en œuvre.

Fondateur de la société de conseil stratégique Volentia, **Hakim El Karoui** est normalien et agrégé de géographie. Ancien conseiller à Matignon, fondateur du Club XXI^e siècle, il est l'auteur d'un essai remarqué, *Réinventer l'Occident*, prix spécial du jury de l'Excellence économique 2011.

**Nouvelle édition augmentée
d'une préface inédite**

En couverture: © 1eyeshut/Shutterstock.

Flammarion

LA LUTTE DES ÂGES

DU MÊME AUTEUR

L'Avenir d'une exception, Flammarion, 2006.

Réinventer l'Occident. Essai sur une crise économique et culturelle, Flammarion, 2010, « Champs », 2011.

Hakim EL KAROUI

LA LUTTE DES ÂGES

Comment les retraités
ont pris le pouvoir

Nouvelle édition, 2016

Champs actuel

© Flammarion, 2013
© Flammarion, 2016, pour cette édition
ISBN : 978-2-0813-9362-2

Pour Lilia, Alma, Elissa et Nessim.

PRÉFACE À L'ÉDITION DE POCHE

Tout a changé et rien n'a changé

Trois ans après la première parution de ce livre, le bilan est accablant. Le divorce entre les générations que je dénonçais en 2013 a continué de s'aggraver, les divergences politiques sont majeures, les inégalités économiques ont continué de se creuser. Mais rien n'a été fait pour y remédier, et le sujet n'est toujours pas à l'agenda politique.

Rien ne manque pourtant pour en faire un problème politique majeur. Sur le plan économique, en trois ans, la situation n'a fait qu'empirer. D'abord, et c'est peut-être le chiffre le plus emblématique de ces dernières années, les revenus des retraités ont dépassé en 2015 ceux des actifs : les revenus moyens d'un retraité en France sont supérieurs de 5 % à ceux d'un actif. « Actuellement, les ménages retraités ont en moyenne un niveau de vie légèrement supérieur aux autres ménages, un niveau de consommation à peu près égal, et un niveau de patrimoine supérieur », expliquent les experts du Conseil d'orientation des retraites¹.

Cette situation est le fruit d'un choix : celui de faire contribuer davantage la génération des actifs pour financer

1. Rapport du Conseil d'orientation des retraites, 2015.

la génération précédente, alors que le « taux de rendement » – le prix payé par les salariés et les cadres pour acheter des droits à la retraite – va continuer à baisser. En vingt-cinq ans, il a été divisé par deux. Quelle conséquence pour les actifs, jeunes et moins jeunes ? Toujours la même depuis que les systèmes de retraite, privés et publics, ont commencé à être révisés depuis 1993 : ce sont eux qui payent. Parce qu'ils doivent travailler plus longtemps et parce que leurs cotisations augmentent (ou leur rapportent moins, ce qui revient au même).

Enfin, et le lien de cause à effet est important, l'émigration des jeunes hors de France s'accélère. Entre 2011 et 2015, ils sont 800 000 à avoir quitté l'Hexagone, et leur nombre augmente de 5 % par an. Tout le monde se lamente de la situation des jeunes, les journaux en font leurs gros titres, mais personne ne creuse le problème ni ne se donne la peine d'en rechercher la cause.

Tour d'horizon occidental

Cette situation n'est pas proprement française, elle est occidentale ; et elle a des conséquences politiques importantes.

Aux États-Unis, au moment de choisir le successeur de Barack Obama, les jeunes étudiants se sont passionnés pour le plus âgé des candidats, Bernie Sanders, qui promettait de lutter enfin contre les inégalités dont ils sont victimes, de plafonner les droits d'inscription à l'université et de taxer le capital de ceux qui en ont... les retraités. Pendant ce temps, les cols bleus et certains cols blancs poussaient Donald Trump vers la candidature avec un programme fait de fermeture des frontières, de lutte contre l'immigration, d'isolationnisme et de taxation lui aussi du capital... de ceux qui en ont : les vieux. Mieux

répartir les richesses entre générations dans un cas, donner une chance aux Américains des classes moyennes et populaires en les protégeant dans l'autre, les deux candidats avaient la même cible : ceux qui mènent la politique américaine depuis Reagan, dont Hillary Clinton, baby-boomeuse, figure de l'establishment américain depuis près de vingt-cinq ans, est la parfaite représentante.

En Europe, la situation n'est guère différente. À chaque scrutin important, les jeunes ont pris le contrepied des vieux. En Grèce, en juillet 2015, les moins de 25 ans ont massivement voté « non » au référendum proposé par Alexis Tsipras qui visait à accepter le plan de redressement du pays proposé par la Troïka. Au même vote, les plus de 66 ans, eux, ont voté franchement « oui » (55 %). L'enjeu, c'était le maintien dans la zone euro, notamment pour protéger l'épargne libellée dans la monnaie européenne : les jeunes n'ayant pas d'épargne se sont sentis libres de dire « non ». Avec à l'esprit une idée claire : le haut niveau de chômage des jeunes (52 %) trouve sa source dans la contrainte imposée par la monnaie unique. Dans une économie classique, pour résorber le déficit de la balance des paiements grecs, on aurait dévalué la monnaie, pour renchérir les importations et donner de la compétitivité aux exportations. En ce cas, les importations devenues hors de prix baissent et les exportations repartent, y compris ce que l'on comptabilise comme une exportation de services, le tourisme à l'intérieur du pays, qui fait entrer des devises étrangères. Avec la monnaie unique, la dévaluation monétaire n'est plus possible. On est donc obligé de procéder à une dévaluation interne en comprimant la demande intérieure pour limiter les importations. Le résultat, c'est l'explosion du chômage : la dévaluation interne crée mécaniquement de la récession. Et ceux qui souffrent les premiers du chômage, ce sont ceux dont les contrats sont les plus récents,

les plus précaires, les moins installés... : les jeunes ! Les retraités, dont l'épargne est libellée en euros et qui auraient perdu énormément dans la dévaluation qui aurait suivi un retour à la drachme, ont voté « non ». Les générations connaissent leurs intérêts.

En Espagne, les jeunes ont voté massivement pour les nouveaux partis, Ciudadanos au centre et Podemos à gauche. En Grande-Bretagne, les résultats du référendum de juin 2016 sur le « Brexit » ont marqué la rupture générationnelle qui s'est ajoutée à la rupture entre le Grand Londres cosmopolite, qui a dit « Remain » à 60 %, et le reste de l'Angleterre qui a voté « Leave » à 56 %. Autre tendance forte sur la carte de l'élection : les grandes villes travaillistes ont voté pour sortir de l'Europe, car la classe ouvrière très touchée par le chômage a voulu exprimer son refus de la politique d'austérité de Cameron et de l'immigration économique. Quant aux grandes villes étudiantes comme Newcastle, Liverpool et Manchester, elles ont massivement voté pour le « Remain ». Les chiffres sont frappants : les jeunes ont voté pour le « Remain » (à 75 % pour les 18-24 ans et 56 % pour les 24-49 ans), contrairement aux plus âgés (39 % de « Remain » chez les plus de 65 ans et 44 % chez les 50-64 ans).

Il y a là une spécificité britannique : partout ailleurs en Europe et depuis plus de dix ans, l'adhésion à l'Union européenne augmente avec l'âge. Prenons les référendums de 2005 sur le Traité constitutionnel européen, organisés en France, aux Pays-Bas et en Espagne. Dans ce dernier pays, les jeunes de 18 à 24 ans ont très largement voté en faveur du traité (55 % pour les 18-24 ans et 63 % pour les 25-39 ans), mais beaucoup moins que leurs parents et grands-parents, qui ont voté « oui » à 76 % (40-54 ans) et 84 % (55 ans et plus). En France, le vote favorable avait été plus élevé chez les deux catégories les plus jeunes (avec respectivement 41 % et 43 %) que chez

les 40-54 ans, mais plus faible que chez les plus de 55 ans. Aux Pays-Bas, où le traité a également été rejeté, presque la moitié des plus âgés ont voté pour le traité, contre seulement un quart des plus jeunes.

Mais cette spécificité britannique tient surtout à la question posée, qui ne portait pas sur telle ou telle politique européenne mais sur l'appartenance même de la Grande-Bretagne à l'Europe. Le « non » aux référendums sur le Traité constitutionnel n'est pas un non à l'Europe. C'est ce que l'on constate à l'aune de l'Eurobaromètre paru en novembre 2014. À la question « Avez-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance dans l'Union européenne ? » (comme institution), près de la moitié (48 %) des 15-24 ans ont « plutôt confiance », contre seulement un tiers (32 %) des plus de 55 ans. En fait, les jeunes soutiennent le principe de l'Europe, mais ils ne veulent pas n'importe quelle Europe et surtout pas une Europe qui les pénalise. Les personnes âgées, elles, sont plutôt hostiles à l'Europe mais rejettent les risques liés à des changements politiques.

Au fond, peu importe la question : ce qui apparaît, c'est que les jeunes et les vieux adoptent des positions opposées... et qu'à la fin, ce sont les vieux qui gagnent. Sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, acceptation par la Grèce de Tsipras du plan proposé par la Troïka malgré le « non » au référendum, renégociation du Traité constitutionnel européen en 2007 adopté en catimini par le Parlement français au début du quinquennat de Nicolas Sarkozy... Ce sont toujours les plus âgés qui emportent la décision.

Le silence des jeunes

Pourquoi le rapport de force tourne-t-il toujours au désavantage des jeunes ? Pour des raisons arithmétiques,

bien sûr, comme on le verra dans les pages qui suivent : en 2102, 52 % des votants de l'élection présidentielle avaient plus de 50 ans. Mais pas seulement : il faut aussi faire un détour par les comportements politiques des jeunes, sujet sur lequel j'ai beaucoup été interrogé à la sortie de ce livre. Si leur situation est si terrible et si inégale, pourquoi ne se révoltent-ils pas ?

À cette question, plusieurs réponses. D'abord, une ruse de l'histoire, celle des baby-boomers qui ont appris la politique face à leurs parents. En 1968, on se révoltait contre l'ordre établi familial, la société-famille qui n'avait pas évolué depuis la guerre. Le conflit était violent car il se jouait à l'intérieur de la famille. Dans les années 1950 et 1960, le patriarcat dominait encore la famille française traditionnelle et les relations entre générations étaient verticales : le père, seul détenteur de l'autorité familiale, se devait d'être respecté. Rappelons-nous l'image de la figure paternelle des *Quatre cents coups* de François Truffaut : le père rentre chez lui, lit son journal, réprimande son fils et se comporte en supérieur avec sa femme. Et ne sait pas que son fils le rejette car il ne s'occupe pas de lui.

Les baby-boomers ont retenu la leçon : la tension intra-familiale a beaucoup baissé. Les pères ont progressivement partagé l'autorité avec les mères. Les adultes ont fait une place aux enfants, en les choyant et en supprimant l'autorité verticale dont la génération précédente avait abusé. La hausse du nombre de divorces, l'apparition de familles monoparentales ont parachevé ce phénomène. On est passé du « Famille, je vous hais » à « Famille, je vous aime » : la famille est aujourd'hui l'une des valeurs cardinales des Français. Le résultat politique de cette transformation sociale, c'est que la perception des tensions entre les générations est paradoxalement

beaucoup plus faible qu'avant, alors même que les inégalités intergénérationnelles ont explosé.

La deuxième cause du silence des jeunes, c'est la mutation du rapport à la politique des jeunes occidentaux, qui se comportent d'une manière très différente de leurs aînés. Au début de la V^e République, l'identification nationale et idéologique fonctionnait toujours. Jusqu'aux années 1970, les croyances collectives étaient organisées en France autour de deux ensembles majeurs, le pôle catholique et le pôle communiste. Revêtant tous deux un caractère universel, ils donnaient du sens à la vie de ceux qui adhéraient à leurs valeurs et structuraient leur existence. Ces deux grands pôles étaient complétés par deux pôles de moindre importance qui leur étaient corrélés : l'idéologie nationale représentée par le gaullisme et l'idéologie socialiste qu'incarnait François Mitterrand.

Cette organisation idéologique a quasiment disparu. Aujourd'hui, la liberté de l'individu ne doit pas avoir de limite ; la société est devenue libérale, au sens philosophique du terme. Et rien ne doit résister à l'affirmation de la liberté individuelle. La montée de l'instruction et la volonté de puissance individuelle qu'elle entraîne ont contribué aux phénomènes post-nationaux que nous constatons aujourd'hui : comment penser une action politique légitime, dont l'essence est de dépasser les intérêts individuels, dans une société composée d'individus plus que jamais désireux de faire entendre leur voix et leur puissance ? La nation s'est transformée en obstacle à abattre.

La droite traditionnelle, qui incarnait le parti de l'ordre et les grands intérêts économiques, a vu ses racines profondément remises en cause par ce mouvement. Hier, l'autorité allait de pair avec l'intérêt économique ; aujourd'hui, avec le triomphe de l'individu et du libre-échange, le parti de l'ordre devient un obstacle au mouvement économique,

à la mondialisation. Comme le dit Marcel Gauchet, « ne s'agit plus de glorifier l'autorité à commencer par celle de l'État mais au contraire de faire reculer l'État, comme il s'agit d'instiller partout la fluidité des contrats en lieu et place de la rigidité des institutions et des statuts¹ ». Dès lors, la voie est ouverte pour la satisfaction première et rapide des besoins les plus égoïstes : la consommation et l'argent deviennent des valeurs centrales. L'individu de « la pensée 68² » est au centre du monde et de la société : « L'individu privé d'aujourd'hui, écrit encore Marcel Gauchet, se définit par sa déliaison foncière d'avec la société. La politique l'intéresse dans la mesure où elle offre une scène à sa singularité identitaire. L'économie le concerne pour autant qu'elle lui permet d'obtenir la satisfaction de ses appétits personnels en termes d'argent et de consommation³. » L'individu est le seul combattant.

La liberté a fait voler en éclat le vieux ciment national : chacun veut sa place dans la course à l'identité. La liberté individuelle triomphe ; parallèlement, la demande de protection enfle, parce que la sécurité des biens et des personnes est mise à mal par l'idée que « *je* » peut tout se permettre. Mais au nom de la liberté, on a défait peu à peu les protections collectives : après avoir glorifié l'État dans les années 1960 et 1970, les gaullistes puis leurs héritiers l'ont fait reculer. Plutôt que les institutions et les statuts, on a adopté la culture du contrat, plus fluide, plus adaptable. Ainsi, l'impuissance publique domine, théorisée et revendiquée par le libéralisme ; et si l'État n'est plus efficace pour réguler la violence de la société, s'il ne sait plus s'opposer aux forces économiques mondiales, il perd sa légitimité. Au lieu d'être collective, la

1. *La Démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002.

2. Voir Luc Ferry et Alain Renaut, *La Pensée 68*, Gallimard, 1985.

3. *La Condition historique*, Stock, 2003, p. 329.

protection devient alors individuelle : on protège les droits du salarié, pas du chômeur. Et plus les droits du salarié augmentent, plus le chômeur réduit ses chances de trouver du travail car le coût de ce travail augmente.

Les jeunes, qui sont par définition « les nouveaux entrants » du système, payent donc deux fois la note : en étant les premières victimes d'un système qui privilégie les avantages acquis ; en ne parvenant pas à s'organiser par incapacité de formulation d'un intérêt général commun qui serait seul susceptible de renverser ce système injuste. Comme l'écrit Régis Debray, « l'individu est tout et le tout n'est plus rien. Comment réveiller des *nous* ? »

Réveil à l'horizon

Les jeunes sont-ils voués à l'impuissance politique par incapacité à créer du sens politique et l'idée d'un bien commun ? Il y a pourtant un domaine où ils sont investis comme jamais : le monde associatif.

Quand on regarde sereinement l'évolution de la société, sans angoisse nostalgique, le paysage s'apaise, les lignes s'éclaircissent, des perspectives se tracent. L'individualisation des rapports sociaux, la difficulté à créer du collectif ? Ce n'est pas une fatalité : le besoin de créer du lien existe toujours. Le besoin de donner du sens est même plus fort que jamais, puisque aucune instance supérieure n'est plus légitime pour y parvenir. Ce qu'il faut inventer, c'est un lien collectif, souple, qui ne soit pas vécu comme une contrainte. L'évolution sociale ne conduit pas à la solitude absurde d'un individu surpuisant. Les individus contemporains ne veulent pas être seuls : ils veulent avoir plusieurs appartenances, et avoir le choix de ces appartenances. Ils y trouvent une diversité de liens, moins hiérarchiques qu'hier, moins institués

mais plus nombreux : il y a moins de liens religieux, de liens scolaires, de liens familiaux mais plus de liens associatifs, sportifs, humanitaires.

Voilà pourquoi, plutôt que de militer dans un parti politique pour « changer la vie » avec des perspectives finalement abstraites, les jeunes Français s'impliquent dans des associations où le retour sur leur investissement personnel est rapide, concret et mesurable. Il y a en France 12 millions de bénévoles, un Français de plus de 15 ans sur quatre. 5 millions seraient des contributeurs réguliers à leurs associations. Il y a 4 800 associations humanitaires, leur nombre a augmenté de 50 % en six ans.

Régis Debray reconnaît que la fraternité ne se décrète pas mais qu'elle s'organise par « la fête, le banquet, la chorale, la marche, le serment ». Allons plus loin : la fraternité, n'est-ce pas la forme moderne du « plébiscite de tous les jours » dont parlait Renan pour caractériser la nation ? N'est-ce pas l'idée même de collection d'individus unis et dépassés par une même cause que l'on retrouve dans l'idée de nation ? La fraternité à l'heure de l'individu, n'est-ce pas ce bouillonnement associatif qu'il faut fédérer ?

Les jeunes font de la politique, ils aiment la politique. Mais ils ont adopté des formes d'organisation politique peu adaptées à la défense de leurs intérêts générationnels. D'une certaine manière, ils sont au-delà de leurs intérêts. C'est pour cela qu'ils n'arrivent pas à les défendre.

La génération romantique est née sur les cendres des espoirs révolutionnaires. C'est l'histoire que raconte Alfred de Musset dans *Les Confessions d'un enfant du siècle*. Lisons-le : « De même que ce soldat à qui l'on demanda jadis : *À quoi crois-tu ?* et qui le premier répondit : *À moi* ; ainsi la jeunesse de France, entendant cette question, répondit la première : *À rien*. » En 1848, cette

génération se souleva. Ce fut le printemps des peuples européens. Aujourd'hui, la jeunesse de France peine à croire en quelque chose. Mais peut-être les enfants de ce siècle se soulèveront-ils bientôt, eux aussi, contre la gérontocratie, avec la force de la fraternité entre générations qui impose de mieux prendre en compte leurs intérêts. Et la France rajeunira. Parce que les pays ont un âge : celui de leur politique.

Paris, juillet 2016

TABLE

<i>Préface</i> . Tout a changé et rien n'a changé	I
<i>Introduction</i>	9
Chapitre premier : Quand les retraités prennent le pouvoir.....	15
Chapitre 2 : La génération libérale	37
Chapitre 3 : L'art de préserver la rente	57
Chapitre 4 : Un système insoutenable	95
Chapitre 5 : Inventer la paix des âges	127
<i>Épilogue</i>	167
<i>Remerciements</i>	175
<i>Table des graphiques</i>	177

Composition et mise en page



N° d'édition : L.01EHQN000907.N001
Dépôt légal : août 2016